

«Rwanda: le pouvoir tue, le contingent français regarde»

DE M. FAUSTIN KAGAME
LES AVANCHETS (GE)

Au Rwanda, pays favori de l'aide suisse au développement, c'est désormais une sinistre tradition. A chaque avancée dans le sens de la paix dans ce pays en guerre depuis 23 mois, une vague de massacres déferle. Les milices de l'ex-parti unique MRND du général-président Habyarimana entendent de cette façon marquer leur rejet du processus de pacification-démocratisation, selon la vieille règle du « nous ou le chaos ». Alors que des négociations de paix se poursuivent à

Arusha (Tanzanie) entre le gouvernement de cohabitation du premier ministre Nsengiyaremye [redacted] et l'opposition armée du Front patriotique ruandais (FPR), c'est au tour des habitants de la préfecture occidentale de Kibuye de subir les milices de la mort, cinq mois après le Bugesera (300 tués, 10 000 sans-abri).

Rappelons que c'est dans cette région du Bugesera que Sœur Locatelli, une religieuse italienne d'une congrégation fribourgeoise, fut exécutée à bout portant le 9 mars 1992, en tentant de protéger ses élèves contre la soldatesque. Son assassin, un sergent de l'armée ruandaise, vient de se voir condamner à un an de prison...

Les massacres du Rwanda ont la particularité de survenir selon

un plan cyniquement annoncé, comme n'ont cessé de l'indiquer plusieurs organes de la presse locale. Ainsi après Kibuye, la préfecture de Kibungo est à son tour touchée, alors que de prochains massacres à Gikongoro, Gitarama et Kigali seraient programmés dans les états-majors de l'ancien parti unique MRND.

Ces exactions à répétition sont ciblées et correspondent généralement à une phase de la guerre où un espoir de règlement est en vue. Les milices - souvent appuyées par l'armée et la gendarmerie (tous deux sous contrôle du président et non du gouvernement de cohabitation) - s'en prennent à des personnes perçues comme les moins favorables au pouvoir du général-président

Habyarimana, en raison de leur région, de leur ethnie ou de leur adhésion réelle ou supposée aux partis nouvellement légalisés. Les violences actuelles (bilan provisoire: des dizaines de tués, 200 blessés et plus de 5000 sans-abri) viseraient à court-circuiter l'accord de paix d'Arusha, qui en est aujourd'hui à une phase décisive.

Terriblement meurtrière pour la population ruandaise, (on en est à la sixième vague de massacres depuis octobre 1990), cette stratégie de la tension s'applique alors que la présence controversée d'un contingent français au Rwanda est ressentie comme la dernière «carte» d'un président qui sent que la paix qui se négocierait

démocratisation qui s'ensuivrait aboutiraient à son départ au terme d'un règne de 19 ans sans partage. Comme c'est invariablement le sort des autres autocrates dans les pays d'Afrique où la démocratisation n'a pas été entamée. □

Rwanda : M. Kuypers dénonce l'entourage du Président

LLB 3.4/10/92

Le sénateur Volksunie, de retour de ce pays, cite les noms d'organisateur des escadrons de la mort

Encerclé ! Telle est la position du président du Rwanda, le général Juvénal Habyarimana, si l'on en croit les accusations portées par les membres flamands d'une mission d'information dans ce pays. Militairement ? Non : encerclé par le crime.

Le sénateur (VU) Willy Kuypers, le professeur Filip Reynjens de l'Université d'Anvers et l'avocat Johan Scheers, qui ont rencontré trois «répentins», ont, en effet, donné à la presse, vendredi à Bruxelles, une liste d'une douzaine de personnalités rwandaises ac-

cusées d'y organiser les escadrons de la mort.

LES BEAUX-FRÈRES. Il s'agit de trois beaux-frères du Président, Protée Zigiranyirazo, Séraphin Rwabukumba et le colonel Elie Sagatwa (secrétaire particulier du chef de l'Etat); d'un beau-frère de ce...

Suite P. Suivent...

«nouveau Quotidien»
(Lausanne, Suisse - 30.09.92)